

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Arrêté préfectoral complémentaire n°ICPE-2025-077 du 18 DEC. 2025
portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation
d'exploitation du 7 décembre 2021 visant à caractériser les rejets aqueux de
fluor organique adsorbable (AOF)**

Installations Classées pour la Protection de l'environnement

**société TRIMET
Commune de Saint-Jean-de-Maurienne**

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (CE) 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ;

Vu le règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (POP) ;

VU le code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles L. 181-14, L. 524-1 et L. 524-2 et R. 181-45 ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998, modifié par l'arrêté ministériel du 24 août 2017, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu le SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2021 d'autorisation environnementale n°ICPE 2021-1054 d'exploitation d'une usine de production et de fusion d'aluminium ;

Vu le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 04 avril 2024 pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

Vu les résultats du contrôle inopiné du 7 au 8 septembre 2023 réalisé par l'organisme SOCOTEC ;

Vu les résultats des campagnes de mesures réalisées en application de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 13 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 14 octobre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par l'exploitant lors de la démarche contradictoire ;

Considérant que le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 04 avril 2024 vise à limiter les risques associés aux substances PFAS ;

Considérant que le plan d'action interministériel précité prévoit notamment des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions des PFAS ;

Considérant que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ;

Considérant que le site rejette des composés organiques fluorés constitués de molécules persistantes dans l'environnement faisant partie de la famille des substances organiques fluorés, mais dont la composition exacte reste à déterminer par les études prescrites dans le présent arrêté ;

Considérant que la diffusion de ces substances dans l'environnement représente un enjeu potentiel de pollution et de déclassement de la qualité des masses d'eau impactées ;

Considérant l'ensemble des résultats des campagnes de mesures des PFAS dans les rejets aqueux transmis par l'application Gidaf par les sites industriels concernés à ce jour sur la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant qu'au regard des enjeux il apparaît nécessaire de déterminer l'origine du marquage en AOF des effluents en vue d'identifier la présence éventuelle de PFAS ;

Considérant qu'il est nécessaire d'améliorer la connaissance des rejets et l'imprégnation des milieux ;

Considérant les investigations complémentaires déjà menées par l'exploitant, présentées dans le courrier du 19 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société TRIMET a été invitée à faire part de ses observations à la préfète de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE

La société TRIMET dont le siège social est situé ZI Le Parquet – rue Henri Saint Claire Deville 73300 Saint-Jean-de-Maurienne qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté. Elle est désignée dans le présent arrêté par le terme « l'exploitant ».

Ces dispositions complètent ou remplacent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

ARTICLE 2 : DÉFINITIONS

Au sens du présent arrêté on entend par :

PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.

Fluor Organique Adsorbable (AOF) : Le fluor organique adsorbable (AOF) désigne la somme des composés fluorés organiques présents dans les effluents aqueux. Il est mesuré après adsorption sur charbon actif et analysé par combustion et détection ionique. Cette mesure doit être réalisée selon la méthode définie dans le référentiel SANDRE (Système d'Information sur l'Eau) pour les eaux de surface et les effluents industriels (référence SANDRE 8986), c'est-à-dire selon le projet de norme ISO 18127, ou toute méthode ultérieure validée dans le référentiel SANDRE. La norme EPA 1621 (2024) ne doit pas être utilisée.

TOP Assay (Total Oxidisable Precursor) : méthode permettant d'oxyder la plupart des PFAS non analysables en substances perfluorées accessibles à la quantification. En l'absence de méthode normée pour la mise en place de la procédure TOP assay, il est recommandé de suivre les meilleures pratiques existantes dans la littérature scientifique.

ARTICLE 3 : IDENTIFICATION ET SECTORISATION DES ÉMISSIONS

L'exploitant cartographie toutes les sources d'émissions dans l'eau d'AOF sur le site, par secteur géographique. Les secteurs sont déterminés selon les caractéristiques des réseaux de collecte de manière à pouvoir identifier la ou les zones à l'origine des rejets d'AOF, en procédant à des prélèvements en amont du point de rejet. La présence d'ouvrages tels que des pompes de relevage ou des raccordements importants sur l'émissaire principal peuvent notamment servir de critère de définition des secteurs.

Dans cet inventaire, l'exploitant prend en compte les émissions :

- directes des effluents liquides issus des unités ;
- des eaux pluviales polluées.

Lorsque l'exploitant a identifié les effluents / secteurs à l'origine de l'AOF, il réalise des investigations pour voir si des PFAS sont à l'origine de cet AOF. Il est notamment demandé de vérifier la présence ou l'absence de PFAS sur les effluents concernés avec des analyses.

Pour cela, il peut notamment avoir recours à la méthode TOP Assay :

- analyse des 20 PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 avant oxydation et après oxydation,
- analyse des 5 PFAS ultra-courts ci-dessous avant oxydation :

Paramètres	Code SANDRE
TFA	8858
PFPrA	9121
TFMS	9119
PFEtS	9123
PfPrS	9122

- analyse des 8 PFAS « émulseurs » mentionnés ci-dessous :

Paramètres	Code SANDRE
PFTeDA	6547
6:2 FTAB	7991
6:2 FTS	7893
8:2 FTS	7946
4:2 FTS	7945
PFOSA	6548
MePFOSA	7089
MeFOSE	9210

Cet inventaire des différents effluents et la caractérisation (analyses) est transmis à l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation utiles sous un délai de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Ce recensement est mis à jour lors de chaque modification significative susceptible d'affecter les sources d'émissions identifiées.

ARTICLE 4 : PÉRENNISATION DE LA SURVEILLANCE DE L'AOF ET DES PFAS DANS LES REJETS AQUEUX

La surveillance des rejets aqueux du site prévue à 3.4.2 est ainsi complétée :

« L'indice AOF est recherché dans les conditions techniques (prélèvement, limites de quantification, accréditations) prévues par l'arrêté du 20 juin 2023 à une fréquence trimestrielle sur le point de rejet usine, ainsi que les PFAS détectés lors des analyses demandées à l'article 3 du présent arrêté

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application gidaf dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

Après 6 campagnes de suivi, l'exploitant peut proposer le cas échéant une adaptation des modalités de surveillance (point d'échantillonnage, paramètres et fréquence d'analyse). Cette proposition, accompagnée d'un dossier technique argumenté, est soumise à l'accord de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Jean-de-Maurienne pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Saint-Jean-de-Maurienne fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

ARTICLE 6 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à monsieur le maire de Saint-Jean-de-Maurienne.

La préfète,

pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Julien RAILHERE